

Éditorial



FRANÇOIS BAROIN
président de l'AMF

Une première victoire pour les territoires

Initiée par le bureau de l'AMF, en toute indépendance et dans le respect des sensibilités de chacun, la journée nationale d'action du 19 septembre « Ensemble, faisons cause commune » pour informer les habitants des conséquences directes, pour leur vie quotidienne, de la baisse des dotations de l'État, a remporté un très grand succès. Elle s'est déroulée avec beaucoup de dignité et de responsabilité.

Cette mobilisation exceptionnelle de dizaines de milliers d'élus locaux dévoués à leur mission au service de la collectivité a permis de dialoguer avec un nombre considérable de citoyens, attachés à l'institution communale et aux services essentiels qu'elle fournit aux habitants. Nos associations départementales ont joué un rôle moteur dans cette opération, ce qui montre la force de notre réseau.

73 500 élus et citoyens ont de leur côté d'ores et déjà signé l'Appel pour les communes de France en ligne et sur les registres mis à disposition du public dans les mairies. Cette journée fera date car elle a démontré, chiffres à l'appui, les risques qui pèsent sur les services et équipements publics locaux, le tissu associatif et les aides aux personnes les plus fragiles. Les conséquences seront également

fortes sur les entreprises implantées dans les territoires du fait de la chute en cours de l'investissement public local, moteur indispensable de la croissance dans notre pays.

L'AMF plaide depuis plusieurs années pour que la contribution normale des collectivités locales à la réduction des déficits se fasse dans des proportions acceptables. L'ampleur du mouvement démontre que l'amputation des ressources imposée par l'État est beaucoup trop élevée et s'inscrit dans un calendrier intenable. Aussi, nous continuons à demander au gouvernement la révision du plan triennal de baisse programmée de 28 milliards des dotations de l'État, tant dans son montant que dans son calendrier.

Cette mobilisation citoyenne va se poursuivre jusqu'au 98^e Congrès des maires et présidents d'intercommunalité

de France. L'AMF invite donc les élus et les citoyens à continuer à signer l'Appel pour les communes de France sur jaimemacomme.com ou dans les registres mis à leur disposition dans les mairies. Elle demande également aux communes et intercommunalités de continuer à voter la motion de soutien à son action pluraliste.

« Cette journée fera date car elle a démontré, chiffres à l'appui, les risques qui pèsent sur les services et équipements publics locaux »